

VISITEZ-NOUS SUR LE WEB

WWW.  
blocquebécois  
.org



**Allez-y!** Vous y trouverez une abondance d'extraits vidéo et audio vous présentant les moments forts des interventions des députées et députés du Bloc Québécois : questions à la Chambre des communes, conférences de presse, points de presse du chef, Gilles Duceppe.

En d'autres occasions, les députés du Bloc Québécois vous interpellent directement pour vous expliquer l'essence de leurs interventions.

Vous retrouverez également de l'information sur tous les dossiers d'action du Bloc Québécois.



# BULLETIN DE LIAISON Le Tour du Bloc

VOLUME XV | N° 22 | LE LUNDI 23 JUIN 2008

*Reconnaissance de la nation*

## Encore des appuis aux revendications du Bloc Québécois



Après les quatre principales centrales syndicales du Québec, il y a une semaine, c'était au tour de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, des Intellectuels pour la souveraineté ainsi que du Conseil de la souveraineté du Québec d'exprimer leur appui au Bloc Québécois dans leurs revendications afin d'obtenir du gouvernement fédéral une reconnaissance concrète de la nation québécoise.

Jean Dorion (Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal), Marilyse Lapierre (Intellectuels pour la souveraineté) ainsi que Gérard Larose (Conseil de la souveraineté du Québec) se sont joints au chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, afin de demander au premier ministre Stephen Harper de traduire en gestes la reconnaissance de la nation québécoise. Ils ont ainsi manifesté leur appui

entier aux revendications du Bloc Québécois, qui mène actuellement des initiatives pour ménager au Québec des marges de manœuvre en matière d'identité, de langue ainsi que de culture, afin de consolider en même temps que réaffirmer la vitalité de la nation québécoise.

« Les groupes qui sont représentés, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, les Intellectuels pour la souveraineté et le Conseil de la souveraineté du Québec, comptent parmi les observateurs les mieux placés pour s'exprimer sur les besoins de la nation québécoise afin que celle-ci soit en mesure d'assumer son épanouissement, et c'est pourquoi je suis si fier aujourd'hui de pouvoir compter sur leur appui », a commenté Gilles Duceppe.

» SUITE EN P. 2

*Encore des appuis*

« SUITE DE L'ARTICLE DE LA PAGE 1

**UNE SOLIDARITÉ POUR LA CAUSE DU QUÉBEC**

Pour le président général Jean Dorion, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal considère de son devoir de manifester aujourd'hui sa solidarité envers le Bloc Québécois dans sa bataille autour de dossiers prioritaires pour l'épanouissement de la nation québécoise. « Le Bloc Québécois a poussé le gouvernement fédéral dans ses derniers retranchements pour obtenir la reconnaissance de la nation québécoise, mais jusqu'ici cette reconnaissance est demeurée purement symbolique. Aux dernières élections, par exemple, M. Harper avait promis que, s'il était élu, le Québec pourrait siéger à l'Unesco, et y parler de sa propre voix dans les domaines de sa compétence, comme il le fait à l'Organisation internationale de la Francophonie. La promesse s'est finalement soldée par la nomination d'un fonctionnaire québécois au sein de la délégation canadienne, fonctionnaire à qui il est interdit de dire quoi que ce soit qui diffère des positions canadiennes », souligne Jean Dorion.

« Lorsqu'il a identifié le Québec à titre de nation, le premier ministre Harper a reconnu que les problématiques auxquelles le Québec est confronté ne sont pas les mêmes que celles des provinces canadiennes. Or, pour faire face à ces défis, la nation québécoise doit être en mesure de maîtriser tous les instruments qui contribuent à son épanouissement, au même titre que la nation canadienne maîtrise les siens. Voilà pourquoi je suis ici aujourd'hui au nom des Intellectuels pour la souveraineté, pour appuyer l'action du Bloc Québécois, afin que la reconnaissance de la nation du Québec se traduise au-delà des mots », a enchaîné la porte-parole des Intellectuels pour la souveraineté, Marilyse Lapierre.

« Nous avons nos propres façons de faire les choses au Québec parce que nous sommes confrontés à une situation unique. La bataille parlementaire que se livrent le Bloc Québécois et le gouvernement conservateur illustre bien les problèmes engendrés par le cadre fédéral canadien. Le Québec s'épanouit quand il a ses coudées franches. L'histoire en témoigne. Or, encore aujourd'hui, les Québécois doivent gaspiller un temps précieux et des énergies folles pour seulement obtenir le droit de mener leur développement comme bon leur semble. C'est aberrant », a repris pour sa part le porte-parole du Conseil de la souveraineté du Québec, Gérald Larose.

**LE 24 JUIN, ON FÊTE NOTRE NATION !**

Le chef du Bloc Québécois a enfin profité de l'occasion pour rappeler que l'équipe du Bloc Québécois sera mobilisée au cours des prochains jours afin de souligner en grand la Fête nationale des Québécois. Les députés participeront ainsi à de nombreuses activités dans le cadre de l'opération *Le 24 juin, on fête notre nation!* En plus des publicités dans les divers médias, quelque 65 000 autocollants et des milliers de cartes postales seront également distribués à cette occasion dans le but d'inciter les gens à célébrer comme il se doit leur fierté nationale.

# Joyeuse Fête nationale et à bientôt !

Le *Tour du Bloc* profite de l'occasion pour souhaiter à tous une bonne et joyeuse Fête nationale du Québec. Nous prenons une pause au cours des prochaines semaines pour vous revenir en août !



# Nucléaire : des solutions de rechange existent



Christian Ouellet,  
Député de Brome-Missisquoi  
Porte-parole adjoint aux  
Ressources naturelles

Les 9 et 10 juin j'ai assisté à la rencontre des ministres de l'énergie du G-8 + 3 à Aomori, au Japon.

Il est important pour le Québec et le Bloc Québécois, d'avoir des représentants lors de ces sommets internationaux. J'étais le seul député, de tous les partis politiques de la Chambre des communes à accompagner le ministre de l'Énergie. La présence d'un représentant du Québec, en plus de nous faire connaître, crée un réseau sur le plan international et contribue à rehausser l'expertise du Québec dans des domaines pointus et dans des milieux relativement discrets.

Depuis la fin des années 1980, les ministres de l'économie ont commencé à accompagner les premiers ministres, puis ce furent les ministres de l'industrie, du commerce international, des affaires étrangères, de la santé, de l'environnement, de l'énergie et de la science et la technologie.

Ainsi, les résolutions ne portent plus seulement sur l'aspect économique mais suivent le cours des préoccupations internationales. De plus, d'autres pays sont invités à prendre part à une partie des discussions. Ainsi, cette année, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud furent invités à prendre part à la rencontre sur l'énergie. Ainsi, par exemple, la rencontre des ministres des sciences et de la technologie, regroupait les ministres du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, des Philippines, de la Corée du Sud et de l'Afrique du Sud.

À en croire l'expérience de vieux routiers de ces sommets, plus les rencontres sont complexes,

moins il y a d'échanges et d'ententes constructives. Cependant, ce même milieu est d'opinion que cette année, il y aura une résolution du G-8 sur les changements climatiques.

Cette année, les ministres de l'énergie (Ressources naturelles) ont plus ou moins partagé le même questionnement sur le prix élevé du pétrole, en favorisant davantage d'investissements dans la production d'hydrocarbures. Cette attitude est loin d'être compatible avec les changements climatiques. La Chine a mis l'accent sur la conscientisation et la sensibilisation de sa population aux changements de mentalités nécessaires pour réduire les effets sur les changements climatiques. À l'opposé, les États-Unis veulent résoudre l'impasse par davantage de technologies; une position qui n'est d'ailleurs pas nouvelle pour l'administration actuelle mais qui ne s'attaque pas à l'augmentation incontrôlée de l'usage de l'énergie.

L'énergie nucléaire semble intéresser de plus en plus les ministres qui pourraient se la payer, sans considérer les limites de la ressource d'uranium et la probabilité d'un accident qui stopperait tout. D'autres solutions existent et j'y reviendrai.

Christian Ouellet,  
Député de Brome-Missisquoi  
Porte-parole adjoint aux Ressources naturelles

## Votre signature peut faire la différence





# Les affaires parlementaires

## Aéroport Mont-Tremblant : C'EST INSUFFISANT



« Aucun aéroport au Québec et au Canada n'a à payer les services douaniers pour ses vols commerciaux réguliers, sauf celui de Mont-Tremblant International. Depuis plusieurs semaines, le Bloc Québécois fait

pression sur le gouvernement afin qu'il cesse ce traitement terriblement injuste envers l'aéroport. L'entente conclue cette semaine est saisonnière et ne sera en vigueur que pendant la saison hivernale. Or, le problème demeure ; en limitant l'entente uniquement aux vols d'hiver, le gouvernement nuit considérablement au développement économique de la région. Il doit respecter la décision de la Chambre, qui a approuvé la motion du Bloc Québécois, et reconnaître en bonne et due forme l'aéroport de Mont-Tremblant comme un aéroport d'entrée au pays, au même titre que celui de Québec et de Montréal, qui n'ont à aucun moment à payer des frais injustifiés », a affirmé la députée du Bloc Québécois dans Laurentides—Labelle, **Johanne Deschamps**.

« En refusant de trouver une solution complète et de changer le statut de l'aéroport Mont-Tremblant International, le gouvernement inflige de lourds préjudices à l'ensemble de la région. Après le secteur forestier lourdement frappé par la crise, le secteur touristique est la pierre angulaire du développement de notre économie. Il n'y a absolument aucune raison pour traiter cet aéroport d'une manière différente des autres. Ce système arbitraire du deux poids, deux mesures est absolument indéfendable. Une solution complète s'impose, une solution qui n'exclura pas la saison forte pour la région et qui favorisera son développement économique », a-t-elle enchaîné.

[WWW. POUR EN SAVOIR PLUS](#)

## Les nouvelles à TQS : 6000 CITOYENS POUR LE MAINTIEN

« La ministre du Patrimoine, Josée Verner, n'a pas donné suite aux tentatives des représentants de la CSN, qui ont essayé à plusieurs reprises d'entrer en contact avec elle pour lui demander de les appuyer dans leur lutte visant à maintenir le service de nouvelles de TQS. Mais que doit-on comprendre de cette attitude de la ministre du Patrimoine? Que l'information en région n'a aucune importance? C'est pourtant à elle que revient la tâche d'assurer un accès à des sources d'information diversifiées », a affirmé la députée du Bloc Québécois dans la circonscription de Québec, **Christiane Gagnon**.

« J'ai été choquée par le comportement de la ministre. En tant que ministre responsable de la région de Québec, qui est de plein fouet frappée par le problème de la raréfaction de l'information, elle est doublement concernée. On se serait attendu à ce qu'elle démontre une sensibilité particulière à ce phénomène qui affecte toutes les régions du Québec. Mais non, depuis l'annonce de Remstar de fermer le service de nouvelles de TQS, elle n'a pas levé le petit doigt. Voyant que nous n'arriverions pas à lui parler, nous avons demandé au Bloc Québécois de lui remettre les 6000 lettres de citoyens qui, eux, sont préoccupés par ces fermetures », a enchaîné la présidente de la Fédération nationale des communications, **Chantale Larouche**.

[WWW. POUR EN SAVOIR PLUS](#)



## Procréation assistée : OTTAWA DOIT SE PLIER

« Le gouvernement fédéral doit respecter le jugement de la Cour d'appel du Québec et cesser ses empiètements dans les compétences du Québec, qui est clairement responsable des compétences en matière de procréation assistée », a lancé la porte-parole du Bloc Québécois en matière de Santé et députée de Québec, **Christiane Gagnon**.

La députée de Québec se réjouit de la décision de la Cour d'appel du Québec, qui a donné raison au gouvernement du Québec en matière de procréation assistée, mais profite de l'occasion pour souligner que la santé relève des compétences du Québec. « En qualifiant elle-même de *cheval de Troie qui diminuerait singulièrement la compétence des provinces* le fait de soustraire la pratique de la procréation assistée du champ de compétence de la santé pour l'inclure dans celui du droit criminel », la Cour d'appel fait une analyse exacte de la situation et reflète ce dont je suis témoin régulièrement sur la scène fédérale, tant au comité permanent de la santé qu'en Chambre, lors des débats », a fait valoir la députée de Québec.

[WWW. POUR EN SAVOIR PLUS](#)

## C-513 : ENCORE UN VIRAGE À 180 DEGRÉS DU PC

« En votant contre le projet de loi C-513, qui aurait obligé le gouvernement à obtenir l'assentiment de la Chambre avant de pouvoir déployer des troupes pour des missions armées à l'étranger, les conservateurs ont montré qu'ils n'avaient aucune suite dans les idées. Ce projet de loi constituait la suite logique du discours du Trône de 2006, dans lequel ils s'étaient engagés à adopter une loi similaire pour la ratification des traités internationaux », a commenté la députée du Bloc Québécois dans Ahuntsic, **Maria Mourani**, qui a déposé le projet de loi en février dernier.

« On se rend bien compte, une fois de plus, que leurs paroles sont creuses, qu'elles sont lancées sans conviction. C'est désolant de s'apercevoir qu'un gouvernement est aussi inconséquent avec les engagements qu'il a pris; c'est tout aussi dommage de voir ce projet de

loi, qui aurait donné une valeur plus démocratique à une décision aussi importante et cruciale que celle d'envoyer des troupes à l'étranger, avorter. Les conservateurs, par ailleurs, n'ont rien à envier aux libéraux, qui, sous Jean Chrétien, ont toujours refusé que les députés de la Chambre des communes se prononcent par voix de scrutin sur l'envoi de 3000 soldats canadiens en Afghanistan entre 2001 et 2006 », a poursuivi la députée d'Ahuntsic.



**WWW.** POUR EN SAVOIR PLUS



*Présent pour l'emploi et l'intégration*

## La CCBQ propose des pistes novatrices pour l'intégration en emploi

La Commission de la citoyenneté du Bloc Québécois (CCBQ) vient de compléter une tournée pour présenter son document de réflexion intitulé « Présent pour l'emploi et l'intégration ». À Trois-Rivières, Sherbrooke, Québec et Montréal, la CCBQ a discuté de pistes concrètes avec des représentants de divers organismes préoccupés par les questions d'emploi. Plusieurs personnes ont participé à cette tournée, dont Lydia Gagnon, présidente de la CCBQ, Yves Lessard, député de Chambly—Borduas, Paule Brunelle, députée de Trois-Rivières, Jean-Yves Laforest, député de Saint-Maurice—Champlain, Serge Cardin, député de Sherbrooke, Thierry St-Cyr, député de Jeanne-Le Ber, Christiane Gagnon, députée de Québec, Isabelle Beaulieu, conseillère pour la CCBQ et Patrick Marais, conseiller au cabinet du chef. L'accès au travail est une des clés fondamentales pour l'intégration de tous à la société québécoise. Cet accès est parfois problématique – les



» SUITE EN P. 6

## Le Tour du Bloc

LE BULLETIN DE LIAISON OFFICIEL  
DU BLOC QUÉBÉCOIS

3730, boul. Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage,  
Montréal (Québec) H2A 1B4

Téléphone : 514 526-3000  
Télécopieur : 514 526-2868

Faites-nous part de vos assemblées, activités de financement et de circonscription, et autres. Pour ce faire, vous devez nous transmettre la nature, la date, le lieu, l'heure, les personnalités présentes et la personne responsable de l'événement. L'information doit parvenir à la direction des communications **au plus tard le lundi précédant la parution, 17 h.**

Vous devez obligatoirement envoyer vos renseignements par courriel à **Annie Leclerc**, [leclea@parl.gc.ca](mailto:leclea@parl.gc.ca).



## Présent pour l'emploi et l'intégration

« SUITE DE L'ARTICLE DE LA PAGE 5

employeurs et les personnes en recherche d'emploi font face à de nombreux défis dans un marché du travail toujours en changement.

Cette réflexion en matière d'employabilité s'est amorcée à la suite de la tournée effectuée pour présenter le mémoire déposé par le Bloc Québécois à la commission Bouchard-Taylor. Plusieurs citoyennes et citoyens avaient alors identifié l'accès au travail comme principal outil d'intégration à la société. Bien que ce dossier soit majoritairement de compétence provinciale, soulignons que le gouvernement fédéral y intervient toujours, malgré que ce soit hors de ses compétences.

Le travail de la CCBQ s'inscrit dans une approche citoyenne, inclusive, et non pas limitée à des groupes spécifiques. Le document aborde la problématique de l'intégration à l'emploi de tous les citoyens et citoyennes du Québec et porte une attention particulière aux grands groupes sociaux plus vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les travailleurs et travailleuses âgés de 55 ans et plus, et les membres des groupes ethnoculturels. Le document de travail de la CCBQ a également porté sur l'urgence d'adopter des politiques publiques qui soutiennent les employeurs et génèrent un marché de l'emploi dynamique.

Parmi les personnes rencontrées lors de la tournée, plusieurs ont apprécié la qualité du travail et du document, ainsi que l'approche citoyenne et inclusive qui a été choisie, qui regroupait tous les groupes touchés par les problèmes d'employabilité et non pas exclusivement les personnes issues de l'immigration.

Au total, plus d'une quarantaine de groupes de la société civile ont été rencontrés, parmi lesquels on peut compter : la CSN, la FTQ, la Ligue des droits et liberté, Carrefour jeunesse emploi de la Capitale-Nationale et le Congrès islamique canadien, pour n'en nommer que quelques-uns.

Leurs commentaires sur chacune des quatre propositions émises par la CCBQ ont été fort constructifs et éclairants. Tous les intervenants s'entendaient sur la nécessité de transférer au Québec la Stratégie jeunesse emploi, certains notant au passage les incohérences des programmes fédéraux. Même son de cloche pour ce qui est des modifications proposées à la *Loi sur l'assurance-emploi* pour favoriser la formation professionnelle. Plusieurs intervenants ont fait valoir qu'une telle mesure devrait s'arrimer étroitement avec les pratiques d'Emploi Québec. L'idée d'une mise en place d'un CV anonyme a également été très bien reçue. Quelques personnes rencontrées ont vu et apprécié l'effet positif d'une telle mesure pour atténuer les préjugés négatifs qui accompagnent parfois l'embauche de femmes ou de personnes issues de l'immigration. Finalement, la proposition d'aider au réseautage au sein des circonscriptions et entre elles a, elle aussi, reçu un accueil chaleureux. Les organismes communautaires ont laissé savoir que le soutien et l'encadrement aux employeurs qui intègrent de nouvelles personnes sont pour eux particulièrement importants.

Nous tenons à remercier sincèrement tous ceux et celles qui ont participé aux rencontres organisées par la CCBQ.

Nos meilleurs vœux à tous pour la Fête nationale du Québec!

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'INVESTITURE

JUIN

DATE	CIRCONSCRIPTION	HEURE	COORDONNÉES
29 JUIN	Saint-Hyacinthe-Bagot	13 h	Salle Aquinois 5925, Pinard Saint-Hyacinthe (secteur Saint-Thomas)